

La voix de l'opposition de gauche

Indignez-vous, révoltez-vous, organisez-vous !

Vous trouverez ici des extraits commentés de l'interview que Stéphane Hessel, (résistant et ancien ambassadeur) a donnée à Rue89, le 30 décembre dernier, il est également l'auteur d'« *Indignez-vous !* » dont vous avez dû entendre parler.

Sa critique du capitalisme et de Sarkozy ne nous laisse pas indifférent et nous la partageons, par contre on ne pouvait pas souligner parfois férocement, qu'elle se situe dans la perspective à la fois de venir en aide au capitalisme et de faire élire le candidat du PS en 2012, son cœur balançant entre Aubry et Strauss-Kahn ! Et puis, il y a cet anticommuniste primaire dont il peut se départir et qu'on ne pouvait pas laisser passer.

Rue89 : Comment expliquez vous le succès de « Indignez-vous ! » ?

Stéphane Hessel : Mais je suis épaté par le nombre de gens qui ont envie d'acheter ce petit bouquin. Un des facteurs du succès, c'est sûrement le titre. Les gens en ont marre, ils ont le sentiment de ne pas comprendre ce qui se passe, ils ont envie de changement.

Il y a toujours eu des raisons de s'indigner, mais ce besoin est plus fort aujourd'hui.

J'ai 55 ans, depuis je suis né j'entends dire que les gens ont "*envie de changement*" ! Les gens ne comprennent pas ce qui se passe, parce que pour le comprendre il faudrait qu'ils aient analysé l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale depuis le début des années 90 ou plus simplement, qu'ils aient en tête que ce qui se passe aux Etats-Unis se produit en France avec un décalage de quelques décennies ou davantage ; c'est l'impérialisme le plus puissant qui indique dans quelle direction va s'orienter le capitalisme dans chaque pays.

Sartre, que vous citez dans votre petit livre, disait : « On a toujours raison de se révolter ». Y a-t-il une différence entre la révolte qu'il appelait de ses vœux et l'indignation que vous prônez ?

Il y a une nuance importante. Le « révoltez-vous » de Sartre rappelle la révolution d'Octobre, peut-être aussi Mai 68 [c'est aussi un slogan de Mao Zedong, nldr] ; des moments forts, importants, mais qui n'ont pas donné lieu à un vrai changement en termes de justice et de démocratie.

Contrairement à André Breton, Sartre n'a pas compris grand chose à la révolution d'Octobre, passons.

Bon, nous sommes en 2011, parce que lorsqu'en France le patron de Renault empoche un salaire de 9 millions d'euros, alors qu'il y a 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles, on se demande si la justice et la démocratie ont un jour véritablement existé dans ce pays, pour qui au juste, sans doute pour la minorité de privilégiés auxquels il n'est évidemment pas question de s'attaquer ici, surtout quand on s'en remet au PS, à lire plus loin.

Pensez-vous qu'on ait besoin aujourd'hui de révolte « individuelle » plus que collective ?

On a avant tout besoin de changement et de réformes radicales. En France, par exemple, il nous faut une autre république que la Ve, plus démocratique. Ces changements majeurs peuvent être obtenus par une action à laquelle peuvent participer tous les citoyens conscients, prêts à s'indigner et résister à ce qui risque de les entraîner vers « j'y peux rien », « c'est comme ça », « y a rien à faire »...

Est-ce que cela va ensuite se traduire par une révolte ? Peut-être, mais j'imagine plutôt quelque chose de non-violent.

Qu'est-ce que cela signifie "*les citoyens conscients*" quand on appelle à voter pour Aubry ou Strauss-Kahn ? Hessel parle pour la classe qu'il représente. C'est la conscience étreinte et intéressée du petit-bourgeois qui s'inquiète de voir son mode de vie remis en cause et qui s'en remettra au premier venu pourvu qu'il

garantisse le maintien de ses privilèges par rapport au prolétariat dans lequel il n'a pas du tout envie de tomber.

Quand on dit qu'un chien a de la reconnaissance envers son maître, c'est vrai et faux à la fois, en réalité il reconnaît en lui celui qui le nourrit, mais s'il vient à disparaître du jour au lendemain il s'en remettra au premier qui le nourrira. C'est à ce niveau-là qu'il faut estimer la conscience à géométrie variable du petit-bourgeois si on ne veut pas se leurrer sur son compte. J'ai peut-être forcé un peu la dose, mais vous allez comprendre pourquoi plus loin.

Son penchant pour la non-violence est du même ordre d'idée : on répudie la violence quand on n'en est pas victime soi-même, on n'a pas besoin d'y recourir, mais quand on travaille et qu'on ne peut même pas nourrir ses enfants avec son salaire, on subit de plein fouet quotidiennement la violence du capitalisme et de l'Etat, la vie est un enfer monsieur Hessel, un cauchemar, et dans ce cas-là il est légitime d'envisager de les combattre par tous les moyens, y compris en recourant à la violence. Ce n'est pas indignez-vous qu'il fallait titrer votre livre, mais révoltez-vous, faites la révolution !

Concrètement, quand vous parlez de mobilisation des énergies, quel type d'engagements conseillez-vous ?

Il y a énormément de choses à faire, et elles sont à portée de main de chacun. Il faut par exemple lutter contre une économie entièrement dominée par le profit, et on peut le faire en s'engageant par exemple dans l'économie sociale et solidaire.

Il devrait lire l'article du Figaro (en ligne dans le site), dont j'ai modifié le titre *Microfinance ou comment s'enrichir sur la misère du monde*, le "business social" cher au banquier du PS, J. Attali, il comprendrait peut-être que ce n'est qu'une utopie ou la plus cynique arnaque qui soit sur la misère. Là cela commence à sentir le roussi.

Vous parlez d'organisations, vous citez même dans le livre Attac, Amnesty international, la FIDH, mais vous n'appellez pas à militer dans des partis politiques...

S'inscrire dans un parti, voter pour un parti, c'est très bien. Mais mon petit livre incite ses lecteurs à aller au-delà, à devenir des citoyens dynamiques, à investir leur énergie dans l'environnement, la lutte contre l'injustice, la défense des immigrés... Toutes choses dont les partis devraient certes s'occuper, mais le font-ils assez ? S'ils ne le font pas, il faut les y pousser !

Je ne sous-estime pas le rôle des partis politiques. Un Etat démocratique ne peut pas fonctionner sans eux.

Il fait penser à Jean Ziegler qui a des côtés aussi sympathiques que Stéphane Hessel, mais qui soutient également les altermondialistes pour finalement s'en remettre aux institutions du capital ou à l'ONU pour régler les problèmes d'injustice et d'inégalités sociales dans le monde, bref, ils sont toujours incapables de rompre avec le capitalisme.

Il a raison de rappeler le rôle des partis dans l'Etat, c'est un constat dont on peut se saisir pour justifier la nécessité de construire un parti révolutionnaire. Comme il n'est pas à une contradiction près, à moins qu'il n'affiche pas vraiment ses réelles intentions, il reconnaît volontiers le rôle déterminant des partis, en revanche il fait la promotion d'organisations dont la principale fonction est de faire obstacle à l'existence des partis, de se substituer aux partis, plus précisément à celui que le prolétariat doit impérativement construire pour prendre le pouvoir.

Il est comme ces intellectuels "déchus" des partis existants qui entreprennent d'analyser la situation sur un ton désabusé et distant sans être capables de la mener jusqu'au bout, pour finalement déclarer qu'ils n'ont rien à proposer aux travailleurs en terme de perspective politique et d'organisation. Eux aussi, ils évitent de parler des partis et de polémiquer avec eux pour qu'on ne s'aperçoive pas dans quel néant politique ils baignent, ils se font plaisir et rien de plus, en réalité ils n'ont rien de mieux ou d'autres à proposer.

Quant à choisir entre des intellectuels impuissants, des altermondialistes financés par des multinationales (Coca Cola, Ford, etc.) ou des partis, notre choix est vite fait, il repose sur le développement historique du capitalisme et de ses institutions politiques dont des partis politiques assurent le fonctionnement, pour les combattre nous avons besoin de partis ouvriers et tant pis si ceux qui existent aujourd'hui ne correspondent pas vraiment au parti dont nous aurons besoin pour vaincre...

Avec ce petit ouvrage, vous devenez une icône pour une gauche infiniment plus radicale que ceux qui soutiennent DSK ou Martine Aubry. Comment le vivez-vous ?

Je n'ai jamais été sensible à l'extrême gauche. (...)

Le discours d'extrême gauche, même dans la bouche d'un homme comme Mélenchon, qui a des côtés très sympathiques, ne me paraît pas la réponse. La réponse, c'est la social-démocratie.

Ça a l'air d'être un vieux mot, mais il est très moderne. Ce n'est pas en se donnant à une idéologie qu'on fera progresser la société : on le fera par une réforme équilibrée et démocratique. Les idéologies ont fait beaucoup de mal, l'idéologie communiste comme l'idéologie néolibérale. Il faut écouter les gens, savoir ce qui les indigne, comprendre sur quoi on peut travailler avec eux, et non pas leur dire, comme le font les idéologues : voilà ce que tu dois faire.

Il est né en 1917, il ignore donc la tragique décomposition de la social-démocratie qui l'a conduit à passer avec armes et bagages dans le camp de l'impérialisme en 1914 contre le prolétariat international, et ainsi abandonner le combat pour le socialisme !

Comme seule "*l'extrême gauche*" représente les intérêts de la classe ouvrière même de façon déformée, la répudier suffit à déterminer quelle classe il soutient, celle des capitalistes, des bons contre les mauvais bien sûr.

Hessel, l'UMP et les médias classent Mélenchon et le PCF à l'extrême gauche, alors qu'ils sont à la solde du régime et de l'Union européenne, alors que vont-ils sortir demain contre le POI, le NPA ou LO : de dangereux partis terroristes qu'il faut interdire, liquider ?

L'idéologie bourgeoise se présente de telle sorte qu'elle serait dépositaire de droit divin des valeurs universelles dont chacun peut se réclamer auxquelles est associé le droit imprescriptible à la propriété privée, ainsi elle acquiert un statut de respectabilité et d'inviolabilité que personne ne devrait remettre en cause sous peine de subir un terrible châtimeur et d'être mis à l'index de la société. L'idéologie bourgeoise serait la panacée, qui, à condition de laisser s'épanouir certaines nuances dont seule elle a le secret, enfanterait miraculeusement le socialisme ou son équivalent, sans douleur notez bien, on verra cela plus loin.

Hessel ne peut que feindre d'ignorer que l'on est tous habité par une idéologie qu'on le veuille ou non, et qui plus est que l'idéologie dominante est celle de la classe dominante, celle de la bourgeoisie qu'il soutient justement, ceci explique cela sans toutefois pouvoir faire disparaître ses contradictions, ce qu'il ne cherche pas à faire d'ailleurs, sans doute parce qu'à son âge cela n'en vaut plus la peine, il soulage sa conscience sur le tard.

Qu'Hessel préfère l'idéologie bourgeoise basée sur le vol de notre force de travail, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'oppression et la servitude humaine, à l'idéologie communiste basée sur la libre association des hommes pour gérer leur existence et leur destin, n'a rien d'étonnant puisqu'il en est le pur produit. On comprend que l'idéologie communiste lui répugne, puisque c'est pour mieux servir la soupe à Attac, Amnesty international, la FIDH qui sont dirigés par des staliniens "*repentis*" du PCF ou des sociaux-libéraux du PS, qui figurent parmi les pires anticommunistes qui soient quand on lit attentivement leur discours.

Quand il dit "*ce n'est pas en se donnant à une idéologie qu'on fera progresser la société*", il adopte le comportement de la prostituée qui s'en remet entièrement à la volonté et aux caprices de son client, qui abdique ses droits, ses facultés et sa dignité, il a cette faiblesse qui ne peut pas faire de lui un grand homme, désolé, son ouvrage est une imposture, il serait paru à titre posthume qu'il a fort à parier qu'on n'en aurait jamais entendu parler.

Dans votre petit livre, vous appelez à une réduction des inégalités, un meilleur environnement, des droits de l'homme mieux respectés, mais vous n'attaquez pas frontalement le cœur du système, l'économie de marché.

Je ne suis à aucun degré favorable au développement du marché, et je considère le fonctionnement de l'économie financiarisée comme le vrai mal de notre temps. Pour autant, je sais que nous aurons besoin d'un marché à contenu social.

Et à côté de cette « économie sociale de marché », il nous faut une économie sociale et solidaire, fondée sur la coopération, la mutualisation, et qui fait, si je puis dire, l'économie du profit.

Eradiquer les inégalités ne fait pas partie de son programme, vous n'y pensez pas, il est incapable de penser aussi loin, les réduire seulement suffira bien, personnellement il n'est pas vraiment concerné, ce qui signifie qu'elles sont appelées à durer indéfiniment.

On sait ce que signifie "un *marché à contenu social*", on le vit tous les jours, Hessel est un illusionniste qui défend une théorie qui a été réfutée par le marxisme dès le milieu du XIXe siècle, il fait partie de ceux qui en période de crise ressortent les oripeaux du mysticisme, de l'autogestion, toutes les formes primaires du socialisme qui ont précédé le socialisme scientifique, sur le plan théorique il veut nous ramener à l'époque du socialisme bourgeois ou utopique, nous sommes en présence d'une entreprise de mystification qui consiste à nier l'évolution du capitalisme mondial depuis les années 80-90 pour nous faire croire qu'il pourrait revenir en arrière et prendre un visage plus humain, par une opération du saint-esprit remarquez bien, sans recourir à la violence, il suffirait de demander poliment pour être servi ! On imagine aussi qu'en prenant position pour l'allongement de la durée de cotisation des retraites et en soutenant le plan de Sarkozy en faveur des banquiers, Aubry s'inscrivait parfaitement dans cette perspective "*d'économie sociale et solidaire*" !

Vous rappelez que c'est la peur des possédants, épouvantés par la montée du bolchevisme, qui a permis la montée du nazisme. Diriez-vous qu'il existe aujourd'hui un danger du même type, lié au comportement des possédants ?

Je crois qu'il y a aujourd'hui une complicité grave entre les possédants de pouvoir et les possédants de la finance. Les possédants de la finance ont pris peur, tout à coup, il y a deux ans, avec la faillite de Lehman Brothers, qui annonçait la crise.

Leurs petits copains, les possédants de pouvoir, leur ont dit :

« Ne vous en faites pas, on vous renfloue afin de vous permettre de recommencer comme avant. »

Cette complicité-là est peut-être ce que je dénonce le plus. Si nous avions des gouvernements socialistes ou suffisamment ancrés à gauche, ils pourraient dire aux banquiers et aux financiers :

« Vous avez fait la preuve de votre incompétence, nous allons vous nationaliser et nous en occuper, avec l'intérêt public comme boussole, et non pas, comme vous, l'intérêt du profit. »

Pour le moment, ces gouvernements n'existent pas, mais ça peut changer : je suis très intéressé par ce que font les pays du Mercosur et plus généralement d'Amérique latine, où des gens comme Chavez, Morales, Lula et maintenant Rousseff, peuvent jouer un rôle. Cette complicité dramatique entre financiers et politiques ne continuera peut-être pas.

En attendant, l'Etat est prisonnier des forces financières et économiques. Quel est l'Etat qui se défend ? Aucun. Au contraire : ils appuient le pouvoir économique. Les quelques mesures qui ont été prises au moment de la crise bancaire ne sont que de toutes petites touches, alors qu'on aurait dû leur dire : « Vous êtes allés à la catastrophe, on vous rafe tout. » Personne ne l'a dit.

Pour cet anticommuniste primaire "*la montée du nazisme*" n'a pas été à la fois le produit de la crise du capitalisme, de la politique criminelle du Parti communiste allemand sous la coupe du stalinisme et de la capitulation une nouvelle fois de la social-démocratie allemande, non, tout serait de la faute du bolchevisme. Et dire que les crétins de LO ont salué le succès de cet ouvrage ! (voir la causerie d'hier)

Son baratin sur "*les possédants de pouvoir et les possédants de la finance*" ne doit pas faire illusion : jamais aucun "*gouvernement socialiste ou suffisamment ancré à gauche*" qui ne serait pas dirigé par un véritable parti communiste ne remettra en cause le pouvoir de l'aristocratie financière, elle prendrait l'initiative de déclencher une guerre civile pour conserver le pouvoir, de la même manière que la bourgeoisie industrielle en Espagne en 36 ou au Chili en 73, chaque fois qu'elle a estimé à tort ou à raison qu'elle pouvait tout perdre, un bon prétexte pour un coup d'Etat militaire.

Pas de bol, il est rattrapé par l'actualité, il a donné cette interview quelques jours à peine avant que Morales annonce une augmentation de 70% du prix de l'essence et de 83% de celui du diesel. C'est fou décidément en période de crise à quel point les théories foireuses ont une vie éphémère, un vrai bonheur pour les travailleurs et les militants qui veulent y voir plus clairs.

L'Etat est prisonnier de qui il veut bien l'être, laissons-le à ses rêvasseries. Certains diront : mais il dit aussi des choses fort justes, certes, Sarkozy et Le Pen aussi si vous vous en tenez à ce raisonnement borné, l'essentiel n'est pas là, c'est dans quelle perspective il se situe, il l'a dit dans une économie de marché qui serait sociale et solidaire et pour y parvenir voter Aubry ou Strauss-Kahn.

Par ailleurs, on ne voit pas en quoi son discours pourrait faire avancer les choses, il ne fait preuve d'aucune perspicacité, il ne nous apprend absolument rien, il se livre à voix haute à un constat que les travailleurs ont déjà parfaitement assimilé lorsqu'ils se sont dressés deux mois durant contre le gouvernement pour défendre leur droit à la retraite. C'est le type même de l'enfonceur de portes ouvertes qui ne peut trouver grâce qu'aux yeux d'une Artaud ou Laguiller qui ont peut-être enfin appris quelque chose. Le titre de son livre colle à l'état d'esprit du moment des masses, il n'est pas un inconnu et il soigne son image depuis 70 ans, donc c'est un best seller, normal.

Hessel est un représentant de la petite-bourgeoisie (ou de la grande bourgeoisie, je n'en sais rien), ce qu'il n'a pas dit à propos de la montée du nazisme préférant vomir sur le bolchevisme, c'est que la petite-bourgeoisie allemande a été la première à se détourner de la social-démocratie quand elle s'est aperçue qu'elle était incapable de s'attaquer à la crise du capitalisme et qu'elle n'avait pas l'intention non plus de combattre Hitler pour rejoindre en masse les rangs du parti nazi et engager la chasse aux communistes et aux socialistes. Cela, il ne peut pas dire "*personne ne l'a dit*", on ne savait pas, c'est un fait historique avéré. Non, il préfère échafauder des plans sur la comète sachant que les acteurs font défaut pour les mettre en oeuvre et pendant ce temps-là la barbarie qu'il dénonce par ailleurs continue son oeuvre destructrice.

Nicolas Sarkozy n'est-il qu'un « président qui nous fait perdre du temps » comme l'a soutenu le journaliste Thomas Legrand, ou le sarkozysme traduit-il un phénomène plus profond dans l'histoire politique française ?

Sarkozy démontre d'abord, par sa façon d'opérer, exagérément personnelle, que notre Ve République est fondée sur une Constitution dangereuse, parce qu'elle donne tout le pouvoir à un président élu. Ce qui n'est pas très démocratique.

Sarkozy est un homme qui manque de culture, et qui a été malgré tout élu. Il fait forcément mal ce métier mais, du fait du fonctionnement de notre Constitution, cela n'aurait pas forcément mieux marché avec une autre personne, un Fillon ou une Lagarde, par exemple.

Je n'aime pas Sarkozy, je n'ai pas voté pour lui et je ne voterai jamais pour lui, mais le système français est plus à critiquer que l'homme.

Qui ne déteste pas Sarkozy dans ce pays à part ceux qui lui doivent leur carrière, mais existerait-il aujourd'hui dans le monde un Etat capitaliste qui serait plus démocratique, qui permettrait aux travailleurs de contrôler l'Etat, de décider de la politique économique et sociale à mettre en oeuvre, de renvoyer ses ministres, ses députés, etc.? La réponse est non évidemment.

Comment pourrait-il exister un Etat qui serait à la fois démocratique au sens où il appliquerait une politique conforme aux besoins de la majorité de la population et qui serait compatible avec les intérêts de l'économie de marché ? C'est impossible, cela n'a jamais existé et cela n'existera jamais.